

UN INEDIT DE JEAN TERCE

Face à l'informatisation quelles attitudes ?

Le CIII a dû mal à élaborer une réflexion critique sur l'informatisation : réflexion critique et non discours négatif, c'est-à-dire une analyse qui prenne en compte les **aspects contradictoires** du processus en cours. Les notes schématisées suivantes visent à commencer un débat de clarification nécessaire.

Le refus de l'informatisation

Le CIII a écarté d'emblée toute attitude conduisant à assimiler les luttes sur le terrain de l'informatisation avec celles menées contre le nucléaire. Il ne s'agit pas de combattre l'informatique mais de lutter contre ses **aspects aliénants**. En effet, l'informatique est susceptible d'une multitude d'applications diverses, et il serait aberrant de combattre le microprocesseurs, le traitement automatisé de la paie ou le calcul par ordinateur du plan de vol d'un avion. Aussi nous avons refusé le discours dénonciatoire et prophétique qui joue la peur (ou la paranoïa) ou les « passages à l'acte » du type des attentats du « CLODO ». Il n'en reste pas moins que, dans le déferlement de propagande-marketing qui a suivi le rapport Nora, toute critique est interprétée comme une dénonciation globale (ce qui est une manière de tenter de disqualifier toute critique). Cependant, il est évident qu'une critique qui ne porte que sur le fâchage et sur tel ou tel méfait de l'informatique aboutit, de fait, à une stratégie du refus.

La révolution scientifique et technique

A l'autre extrémité de l'éventail, le CIII a écarté l'idéologie mécaniste et scientiste qui caractérise l'informatisation comme révolution scientifique et technique. Selon ce point de vue le développement de l'informatique comme **force productive** serait contradictoire avec les **rapports sociaux capitalistes**, contribuerait à disloquer ceux-ci et ferait mûrir la base moderne d'une société socialiste. Cette attitude est proche de celle du courant technocratique pour qui le « progrès scientifique et technique » s'accompagnerait, moyennant quelques cor-

rectifs (feed back négatifs), d'un progrès social et culturel. Ainsi, on a longtemps disserté sur le remplacement des travaux déqualifiés et pénibles par des travaux qualifiés grâce à l'informatique... Le CIII a exprimé le point de vue que le contenu de l'informatisation était déterminé par les **rapports sociaux dominants** (choix des matériels, logiciels, configuration des systèmes ne sont pas neutres et s'inscrivent dans la rationalité dominante), et que ses applications répondaient aux logiques économiques, sociales, politiques et idéologiques de la **classe au pouvoir**.

Néanmoins, du fait de sa position, ce courant a mis en avant la spécificité de la technologie et le champ des possibles qu'elle peut ouvrir à l'humanité, avec une somme d'illusions considérables. C'est ce qui lui permet d'occuper le terrain de la modernité.

Ce n'est pas l'informatique qu'il faut mettre en cause, mais son utilisation par le système

Cette attitude est adoptée par tous les courants d'inspiration marxiste. Sa version « de droite » se combine avec la « théorie » de la « **révolution scientifique et technique** ». Sa version « de gauche » que l'on trouve dans l'ouvrage de la CFDT *Les dégâts du progrès*, représente pour une large part l'attitude du CIII. En effet, l'informatique se caractérise par une grande plasticité : on peut en moduler l'utilisation en fonction d'options différentes. En d'autres termes, il est nécessaire de **révolutionner la technologie**, en fonction d'options politiques et de sociétés décidées démocratiquement, pour que celle-ci soit non seulement mise au service d'autres fins mais encore **maîtrisable par les travailleurs et les usagers**.

Cette attitude peut néanmoins impliquer deux risques :

— le « **politicisme** » : on subordonne tout à des changements politiques.

— le « **passéisme** » : par exemple, on néglige la qualification en soi (laquelle ? Pourquoi ?), on oppose, secteur par secteur, entreprise par entreprise, la situation présente aux changements produits par l'informatique.

Aussi il est nécessaire de combiner l'analyse de la manière dont l'informatisation est modelée par les **rapports sociaux dominants** (exemple : automatisation et Taylorisation, centralisation du pouvoir et informatisation, extension de la sphère de la marchandise à l'éducation et la santé accélérée par l'informatique...) et celle de la **spécificité des nouvelles technologies** :

— effets de **normalisation**

— la généralisation de ces outils n'entraîne-t-elle pas une **médiatisation de la communication par la machine** ? Du walk man à Télétext, en passant par l'écran au bureau, à l'école et à l'hôpital... ne va-t-on pas fabriquer des générations d'autistes ?

— la « **Tout informatique** » n'est-il pas le produit de relations sociales dégradées ? La secrétaire préférera dialoguer avec une machine à traiter ces textes qu'avec un patron phallocrate. L'enseignement assisté par ordinateur peut paraître une solution à la crise de l'enseignement.

— Inversement l'automatisation du travail ne peut-elle pas ouvrir la voie à une considérable réduction du travail social, à un élargissement de la sphère de l'autonomie...

Cette dernière question pose d'emblée celle de « l'utopie », de la définition des grands axes d'un projet de société où les potentialités de l'informatique soient mises au service d'une libération sociale, culturelle, politique...

N'est-il pas nécessaire d'articuler trois choses :

• l'analyse de la manière dont la classe dominante intègre l'informatique au système et des contradictions qui résultent non seulement des réactions de défense mais aussi de la spécificité de la technique.

• les **potentiaux** de l'informatique pour une société libérée des grandes alienations.

• le problème des pratiques à mettre en œuvre pour matérialiser la critique et tendre vers une autre société.

Jean TERCE, mai 1981

Document préparatoire à l'AG du CIII de 1981



LES 5 PROPOSITIONS DE J. ELLUL

1- Que les nations dites développées engage une politique commune et non concurrentielle d'aide aux pays du tiers-monde.

2- Que cette politique soit absolument généreuse et gratuite.

3- Que les pays développés cessent d'exploiter à mort les matières premières de ces pays, et de les vouer à des monocultures industrielles.

4- Que cette politique apporte au pays

du tiers-monde ce dont ils ont effectivement besoin, ceci impliquerait une reconversion de notre propre économie, une mutation de notre puissance productive en vue des besoins du tiers-monde.

5- Que l'équipement fourni soit de type « énergie et technique douce » d'une part, mais aussi des unités de productions très automatisées avec les derniers progrès techniques afin d'utiliser le minimum de main d'œuvre, de ne pas entraîner de gros déplacement de population, ni une urbanisation massive.



L'informatique au secours de la société ? Mais pas n'importe comment

En cette période de turbulences, il devient urgent d'écouter sinon de lire, Jacques Ellul.
A l'abri des modes et des divertissements du moment, ce chercheur au croisement de l'histoire des institutions, de la théologie et de la sociologie, poursuit depuis une trentaine d'années une réflexion de fond sur *Technique et Société*. Avec la crise, ses livres diffusés dans le monde entier, ont pris un étonnant coup de jeune. Après notamment *La technique ou l'enjeu du siècle* (A. Colin, 1954), *« Le système technicien »* (Calmann-Lévy, 1977), il publie aujourd'hui *« Changer de révolution »* (Seuil) où l'informatisation tient une grande place...

Macro, micro informatique pouvoir socialiste et libertés

Comment vous situez-vous dans le débat macro/micro et plus précisément par rapport à la thèse de B. Lussato que nous avons récemment interviewé dans *Terminal* n° 8 ?
La micro-informatique donne un certain nombre de possibilités et B. Lussato a raison de le dire. Mais rien ne permet de penser que ces possibilités vont avoir un impact sur la structure de la société, vont donner une certaine orientation. On peut aussi bien centraliser une société avec des micro-ordinateurs, que la décentraliser. Au fond, la technique ne produit pas d'elle-même le résultat heureux que l'on en attend. Elle est toujours ambivalente. Il y a des possibilités multiples. Le « grand chaudron » impliquerait certes une concentration mais le « petit chaudron » peut la permettre tout autant.

Il y a une logique plus forte dans le « grand chaudron » qui interdit de faire autre chose que ce que l'on en faisait ?

Exactement. D'un autre côté, le « petit chaudron » permet lui des entreprises marginales qui pourront être extraordinairement destructrices. Je pense par exemple à l'expérience absurde que l'on fait en France avec les innombrables radios libres. La liberté d'utiliser la radio aboutit à un brouillage assez général qui fait que personne ne peut plus rien entendre et que l'on s'aperçoit brusquement que l'on a très peu de choses à dire.

L'ordinateur est ambivalent. Est-ce à dire qu'il est neutre ?

Non, cela ne veut pas dire qu'il est neutre,

pas du tout. Au contraire, cela veut dire qu'il entraîne comme tout objet technique, des effets positifs et des effets négatifs.

On dit souvent, il fait le bien et le mal, selon pour quoi il est utilisé...

A la télévision par exemple, on peut passer de bons et de mauvais films. Cependant, l'effet de scrupulisme de la télé sur la vision, et cela quel que soit le spectacle, est physiologiquement le même. Pour l'ordinateur, ce sera la même chose.

La question de l'informatique et des libertés vous semble-t-elle encore à l'ordre du jour ?

Question incontestablement à l'ordre du jour. Le problème des fichiers centraux est loin d'être résolu. La situation s'est encore aggravée. Le fichier de la gendarmerie qui est un des plus considérables de France, va être informatisé. C'est quelque chose d'une très grande gravité. Ce qui est préoccupant, c'est que la Commission Informatique et Libertés est extrêmement peu puissante, qu'elle ne donne que des avis, que l'on suit ou que l'on ne suit pas. Surtout, en présence de réseaux comme ceux qui peuvent se constituer, le mécanisme juridique est inadéquat. Le droit n'est plus un outil qui permette effectivement de contrôler ou d'ordonner ce qu'il est possible de faire aussi bien au niveau de la centralisation et des fichiers, que ce qu'il sera possible de faire avec la micro. On n'a pas l'appareil social qui permette de donner la réponse juste que l'on doit chercher. C'est cela qui m'impressionne énormément. Et alors la pente gouvernementale face aux fichiers et aux micros, c'est de faire une réglementation de plus en plus serrée et qui s'applique de moins en moins, qui n'est exactement plus contrôlable.

Avec un gouvernement socialiste très soucieux des libertés, beaucoup estiment que depuis le 10 mai, il n'y a vraiment plus de problème « informatique et libertés » en France.

C'est tout à fait illusoire. Le gouvernement est engagé dans un certain nombre d'opérations... En matière de défense, dans le domaine de l'armement atomique, le Président de la République a dit qu'il avait trouvé une situation telle que l'on ne pouvait pas revenir en arrière. Donc, on continue. Il faudrait un courage absolument héroïque pour qu'un gouvernement annule les fichiers cassant la population. Je ne crois pas que le gouvernement actuel ait le courage de le faire.

Et la télématique qu'en pensez-vous ? Plus précisément croyez-vous qu'elle puisse répondre à des besoins ?

Télématique a été organisée pour amener les Français à téléphoner. Ce à quoi aspirent les gens, c'est à autre chose que des renseignements. Les jeunes sont paniqués devant la vie, devant le monde dans lequel ils se trouvent. Ce n'est pas avec les renseignements, que l'on pourra leur donner par la télématique, qu'ils se sentent réconfortés. On peut recevoir un certain nombre d'informations utiles que je néglige pas car c'est un élément de panique des gens de ne pas savoir à qui s'adresser. Ce n'est pas négligeable mais ce n'est absolument pas une réponse à la situation globale de crise dans le monde actuel. Pour le chômeur, pour le gars qui est au bout de tout, la télématique ne règle rien. Il n'aura d'ailleurs pas l'équipement.

Ne pensez-vous pas que tout cela repose sur l'illusion que l'on peut tout savoir et que sachant tout, on va tout résoudre ?

Oui, mais je pense que c'est là une inquiétude du monde intellectuel. Nous sommes tellement dépassés que l'on a besoin de croire que quelque part ou moins, tout est su. « Je ne peux pas arriver à tout enregistrer, ça va trop vite mais il y a la boîte qui le sait », c'est rassurant.

Un outil réversible, utile pour changer la révolution ?

Le titre du livre du collectif Adret « Travailler deux heures par jour » (Seuil) peut-il devenir réalité grâce aux ordinateurs ?

Peut-être, en tout cas cela n'est pas possible autrement. Il y a un aspect qui devient tout à fait positif mais cela tient à un fil... Dans la mesure où d'un côté le socialisme ne sait plus où donner de la tête, où on se trouve en présence d'une crise majeure, où il y a des gens qui en prennent conscience, dans la mesure où il y a d'autre part des possibilités techniques dont on ne sait pas exactement que faire... Ce qui me paraît effrayant, c'est de voir des gens qui se creusent la tête on se demandant ce que ce que l'on pourrait bien en faire !

Pour les uns, le progrès technique est synonyme de progrès social ; pour les autres il conviendrait, pour qu'il en soit ainsi d'en orienter, le cours. Pour vous, souvent taxé de pessimisme, à quelles conditions l'informatisation pourrait être socialement positive ?

Comment je me situe ? Et bien, je me situe en présence d'une crise. On n'a pas la possibilité de résoudre la crise au point de vue économique et au point de vue social par les moyens classiques. Notre crise actuelle n'a aucune commune mesure avec celle de 1930. Alors, ou bien la crise va se développer de façon à aboutir à un éclatement de nos sociétés occidentales. Ce n'est pas impossible. Cela voudrait dire que l'on revient vers les petits

groupes. Ou bien, on prévoit à temps (et heureusement pour le moment j'assiste à des prises de conscience que je n'espère plus) et dans ce cas, on peut essayer de moduler, non pas enrayer ou supprimer la crise, mais de moduler son évolution. A mon avis, cela impliquera d'une part un gouvernement socialiste parce que c'est forcément dans la voie du socialisme que l'on ira; ensuite un gouvernement socialiste libéral parce que la décentralisation est nécessaire (on peut toujours centraliser, une dictature, par exemple, peut tenir un certain temps, mais cela ne peut être la solution de la crise). Et en troisième lieu un gouvernement (qui aurait le courage que notre gouvernement n'a pas) pour radicaliser — non pas maximaliser comme on m'a souvent accusé de le faire — les questions, car les questions sont radicales. Nous sommes vraiment en présence de défis comme nous n'en avons pas connus depuis la grande peste de 1348.

Vous parlez de petits groupes-refuges comme durant la dernière guerre ?

Exactement: comme en 1940 où tous les Français se sont découverts un parent à la campagne... Je pense que dans cette hypothèse on se trouverait en présence d'une crise comparable à celle de l'effondrement de l'empire romain où tout s'est brusquement concentré loin des villes, là où il y avait un homme qui était capable de diriger une petite communauté et on s'y accrochait.

Vous avez été un des premiers à dire que la technique n'est pas neutre. Or dans votre dernier livre « Changer de révolution », vous passez d'une problématique des limites (faisons en sorte de limiter la technique) à une problématique d'alternative (utilisons la mieux). La raison de cette évolution vient des possibilités ouvertes par la crise. Plus concrètement comment articuler l'informatique avec la révolution que vous souhaitez ? (Voir encart)

Pour moi, l'informatique peut être un facteur particulièrement décisif. Suivant la formule de Richta: « *le progrès maintenant ne peut plus être un progrès dans la production, mais dans l'économie du temps* ». Autrement dit, grâce à l'informatique et à l'informatisation on peut arriver à une réduction tout à fait extrême des temps de travail. On se trouve alors devant deux sortes de difficultés. D'abord cela ne signifie plus rien de payer se ou le travail accompli puisqu'il y aura très peu de temps de travail. Confère le débat absurde sur la 40^e heure: « *On va faire 39 heures mais on veut être payé 40* ». Si l'on arrivait à travailler 10 heures, devrait-on en payer toujours 40 ? Cela ne tient pas debout. Il faut donc réviser fondamentalement le mode de rétribution et par conséquent, selon des théories qui avaient déjà été avancées mais qui n'étaient pas réalisables parce que l'on en avait pas les moyens, effectuer une distribution du revenu national et non plus répartition des salaires. Cela veut dire que tout Français reçoit automatiquement une certaine somme (étant donné que l'an dernier il y a eu un revenu global de tant) et ceci du simple fait qu'il appartient à cette société: cela suppose naturellement une mutation mentale.

Deuxième ordre de difficultés: va-t-on avoir un peuple qui ne va rien faire, un peuple de fainéants ? Je ne le crois absolument pas. L'homme a besoin de s'exprimer dans quelque chose. S'il ne le peut plus dans son travail à l'usine, il s'inventera de nouvelles expressions (photos, jardinage...). Seule manière de retrouver une vie équilibrée.



Vous rejoignez les thèmes de Bosquet / Gerz sur les deux secteurs, sur la société duale.

Tout à fait. Mais il faut être clair: elle concerne tout le monde à deux niveaux: non pas deux populations distinctes dont l'un serait dans un secteur très favorisé et riche et l'autre concernerait les minables. Pour moi, il faut que ce soit toute la population avec une production libre de qualité et une solide formation intellectuelle. C'est ce qu'espère Richta lorsqu'il dit: « *Plus vous libérez les gens, plus il y aura de possibilité d'avoir des gens qui s'intéresseront intellectuellement à de nouvelles questions techniques, à de nouvelles questions scientifiques* ».

Peut-on, comme le suggère Jacques Attali faire servir l'informatisation de la société à l'avènement d'une société relationnelle ?

Ce qu'Attali ne mesure pas, c'est d'une part la puissance des structures qui ne marchent absolument pas dans ce sens et d'autre part la difficulté de faire communiquer les gens. Il faut une mutation de l'esprit qui cherche la relation or il ne faut pas oublier que cela fait cinquante ans qu'on la brise, la relation.

Il faut vraiment avoir toute une politique et une administration qui cessera d'être une administration contrôlante, oppressive et centralisatrice. Il faut prendre le risque que « *Solidarité* » prenait, que cela fasse beaucoup de désordres. En effet, si on lâche les rênes et que l'on dit: « *Voilà des appareils pour établir de la communication entre vous et pour prendre des décisions en commun* », et bien cela va mettre

de la pagaille pendant ces mois et des mois, c'est évident. Avec progressivement une mise en ordre, une stabilisation progressive.

Entre la situation actuelle et celle que vous souhaitez comment voyez-vous le passage ? Faut-il en attendant cesser de promouvoir les ordinateurs quitte à les développer ensuite ?

Je ne crois pas que l'on puisse arrêter un processus de recherche technique. Ce qui est évidemment à promouvoir, c'est une tactique de passage d'une situation à une autre, que ces circonstances vont nous aider à découvrir. Il faut profiter d'un certain nombre de progrès techniques qui peuvent être utilisés positivement, mais il faudra tout de même les utiliser au niveau des individus, des micro-groupes, sans interférence du pouvoir, d'une façon positive, alternative et intelligente. C'est cela qui est difficile. Si les petits groupes ne savent pas utiliser l'ordinateur comme moyen de communication et d'échange, c'est raté. Il y a donc une responsabilité énorme de la part de tous ceux qui en prennent conscience.

Quels usages pour des ordinateurs ?

Le domaine d'application privilégié de l'informatique est pour vous, la gestion. On doit se garder d'étendre ce domaine à la culture, à l'enseignement...

Absolument. Si on en revient d'ailleurs aux petits groupes, je vous garantis qu'ils ne penseront pas à l'enseignement avec l'ordinateur.

Un autre domaine d'application peut être la fourniture rapide d'informations utiles. Mais je ne crois sûrement pas au remplacement de la médecine, ni au remplacement de l'enseignement, ou de la culture. Si on revient à de petits groupes, une culture renaîtra. Ils en ont besoin. Regardez à quel point on voit revivre des micros groupes au fond de la musique ensemble, etc.

Vous valorisez le petit groupe qui selon vous peut apporter de nouvelles pratiques, une nouvelle culture... et en même temps vous en faites le point d'arrivée le plus sombre en cas de développement de la crise ? N'y a-t-il pas quelques contradictions ?

C'est à la fois différent et la même chose. Dans une société en cours de désagrégation, il n'y a pas d'autre issue que de se retrouver dans un noyau, pour survivre matériellement et intellectuellement, c'est l'aspect sauvetage. Et en même temps, dans une société comme la nôtre, où l'homme a du mal à se placer, où il est solitaire et anonyme, il tend à rechercher des groupes de défense, pour se réaliser. En fait, c'est l'environnement qui est différent et donc déterminant.

Et les robots dans votre schéma ?

Les robots font partie de l'automatisation et peuvent être un des éléments qui évacuent à main-d'œuvre. Toute évaluation ici doit être prudente. Il me paraît difficile de suivre ceux qui disent que l'informatique va décharger l'homme de toutes les tâches répétitives et qu'il n'y aura plus que des tâches qualitatives ! L'ouvrier qui est devant un tableau de bord et qui ne plus qu'à observer des signaux et à appuyer des boutons, fait un travail abominable. D'ailleurs, on sait ce travail tellement fatigant en engouffrant que l'ouvrier est remplacé toutes les deux heures. Je me suis mis quelquefois dans le peau de ce type qui a une cinquantaine de signaux devant lui, une dizaine de touches et qui est tout le temps à observer et qui sait que ça va tellement vite que s'il a trente secondes d'inattention, il va arriver à une catastrophe. L'ast écrasé de responsabilité, un type comme ça.

N'y a-t-il pas de contradiction entre dire que pour plus de liberté, il faut la destruction de l'Etat bureaucratique et présenter l'ordinateur dont on connaît le rôle centralisateur comme l'outil de la révolution que vous souhaitez ? Comme par un coup de baguette magique après le grand soir, l'informatique n'aurait plus que des vertus.

Non, non je ne dis pas qu'elle n'a plus que des vertus. Non, je dis qu'elle est extrêmement dangereuse si elle n'est pas accompagnée d'une mutation radicale des structures et d'une politique sociale libérale. Je lie étroitement les deux choses. La volonté politique ne suffit pas. Il faut une volonté politique ayant les instruments adéquats et les instruments adéquats ne transformeront rien s'il n'y a pas cette volonté politique. Je ne dis pas. Il faut un autre Etat ou mettre en jeu une autre informatique. Je dis qu'il faut une destruction radicale de l'Etat et des gestionnaires qui utilisent l'informatique pour normaliser la production d'une usine, pour faire concorder la production de plusieurs usines, ce n'est pas gênant. Mais c'est vrai que ça suppose la disparition de l'Etat et des administrations. Il n'y a qu'à voir actuellement des administrations qui sont de plus en plus puissantes. L'Etat socialiste se heurte à une bureaucratie admirablement mécanisée.

Dans votre approche, l'ordinateur prend

un rôle très important mais si l'on estime qu'il rend mal compte de la réalité, qu'il l'estropie, cela reste vrai que l'on travaille 10 heures ou 40 ?

Cela reste vrai mais dans la mesure où vous avez aussi une autre activité, vous retrouvez une réalité. L'ordinateur prend un rôle important dans le domaine qui est vraiment le sien, c'est à dire celui de la comptabilité et de la gestion.

N'est-on pas allé trop loin dans la critique de l'informatique ?

La situation actuelle est forcément une situation critique. L'ordinateur gestionnaire ou le fichier centralisateur de police ou de sécurité sociale n'est ni substitution de l'ordinateur à tout le monde culturel non, non et non. Ce sont des domaines où il faut démystifier dès à présent complètement. On a critiqué l'aide à la décision mais tous les autres domaines de ce genre sont effectivement à démystifier. L'ordinateur est un bon outil de gestion et de calcul mais pas du tout de création d'informations.

Et le Tiers-Monde ?

Vous parlez du Tiers-Monde au début du livre et vous dites en particulier que le prolétariat s'y développe et ne cessera de s'y développer. La révolution informatique peut-elle stopper ce processus ?

Pour moi actuellement, la solution du Tiers-Monde dépend de l'orientation que va prendre le monde occidental. Si on continue à évaluer le Tiers-Monde en fonction des intérêts de l'Occident, c'est fichu et je dois dire qu'une formule comme celle de Mitterrand, « Nous devons aider le Tiers-Monde, c'est l'intérêt de la France », c'est catastrophique. On n'aidera pas ces pays comme il faut les aider. Les aider dans l'intérêt de la France cela voudra dire, leur vendre des trucs que l'on voudra à tout prix vendre.

Mais vous dire que l'on a tous intérêt à s'occuper des problèmes du Tiers-Monde ?

Bien entendu, mais pas en ces termes. Il s'agit de fournir gratuitement au Tiers-Monde ce dont il a besoin. Cela suppose une révolution mentale. Croire que cela peut continuer que ces pays vont continuer à s'appauvrir indéfiniment ou à s'endetter, bien que toutes les marchandises qu'ils vendent servent tout juste à couvrir les intérêts de leurs dettes, ce n'est pas possible, c'est une orientation complètement utopique. Il s'agit de leur fournir ce qui est indispensable à leur propre développement et gratuitement dans le style du Plan Marshall mais avec une autre perspective. Nous fournissons actuellement ce que nous avons en excès et non pas ce dont ils ont besoin. Au lieu de leur fournir des usines clés en main, il faut leur fournir des choses qui ont un usage immédiat pour eux et qui leur permettant déjà d'arriver à se nourrir. Il faut aussi cesser de dévaster le Tiers-Monde, cesser d'exiger des monocultures. C'est une des indications de Mitterrand lorsqu'il propose de leur acheter leur arachide, leur café, etc. à un meilleur prix. Ce n'est pas la bonne orientation. C'est pas évicent aussi de savoir quel es fournitures est utilisables pour eux, dans leur propre développement et dans leur ligne de développement.

Où mettez-vous l'informatique dans votre schéma d'aide au Tiers-Monde ?

L'informatique pour le moment ne sert à rien pour le Tiers-Monde. Elle sert à faire fonctionner notre monde occidental. C'est pas du tout le schéma de JSSS.

Et les prolétaires du Tiers-Monde ?

Je pense qu'il ne peut y avoir de solution qu'avec une redécouverte de l'agriculture dans ces pays. C'est dans la mesure où actuellement l'agriculture disparaît peut à peu, où la forêt est dévastée ou on va avoir de nouveaux prolétaires et des gens qui n'auront aucun moyen pour vivre. Si on recrée une vie agricole équilibrée, il est évident que l'on aura un redépart.

Cela ne renforce-t-il pas le rôle du Nord qui est de penser, de produire des technologies et celui du Sud qui est de nourrir le Nord et de lui fournir des matières premières ?

Non, il ne va pas nourrir le Nord. Il va produire d'abord pour lui. Dans une première étape, il s'agit de leur fournir ce qu'ils ont besoin à se reconstruire et puis après quand ils seront équilibrés dans leur propre système économique et culturel, alors on verra quels sont les nouveaux rapports à établir. Mais cela ne peut pas être des rapports d'assistés à assistants.

Comprendre, vivre autrement

Quel est aujourd'hui pour vous le principal motif d'optimisme et le principal motif de pessimisme ?

Le motif de pessimisme c'est la lourdeur de nos organisations, de nos habitudes, de nos mentalités c'est-à-dire au fond, une espèce de déterminisme dans lequel nous sommes entrés. Nous continuons à croire malgré tout à un progrès inéluctable et les accidents noirs paraissent comme quelque chose de simplement fâcheux. Normalement une auto ça marche. Quand il y a un accident, c'est fâcheux. Or maintenant je pense qu'il faut arriver à comprendre que ce sont les accidents qui vont devenir la norme. Le motif de pessimisme c'est de continuer à croire qu'il y a une solution, que ça va continuer à tourner, en définitive, une absence de prise de conscience de cette réalité. L'optimisme ? Eh bien je suis beaucoup plus optimiste qu'il y a quinze ans dans la mesure où je ne voyais vraiment personne qui apercevait ce genre de problèmes. Actuellement, un élément qui me semble extrêmement positif c'est l'esprit critique des scientifiques. Que des mathématiciens, des physiciens remettent en question non seulement une théorie physique mais la validité des mathématiques, la validité du raisonnement scientifique, cela me paraît extraordinairement positif parce que ce te les réflexions reussissent progressivement. Il y a aussi la jeunesse et une volonté nouvelle d'autogestion, de création individuelle. Après 68, il y a eu la brusque passage, la brusque crise de pessimisme, de négativité, la hof génération. Maintenant, il y a une remontée, une reprise qui me stupéfie. On a des contacts, dans les lycées ou des professeurs soumettent certains de nos textes à leurs élèves, avec des garçons et des filles de 17 ans qui ont une maturité de réflexion, une compétence de la société, une ouverture et une disponibilité étonnantes. Il faut qu'ils rencontrent des adultes qui leur donnent du courage pour continuer.

Votre message était d'autant plus important qu'il était rare. Vous avez été longtemps isolé.

Maintenant, il y a non seulement une prise de conscience mais il y a aussi une volonté de vivre autrement, alors.

Propos recueillis par
Jacques MAISONVERT
et André MALOT